

«Pouvoir d'achat. C'est de cette façon qu'un consommateur mesure sa prospérité. Or, en 1985, pendant que l'inflation augmentait de 4 p. 100, les salaires progressaient de 3,5 p. 100, les mêmes phénomènes semblent devoir se produire cette année et pendant que le pouvoir d'achat aurait ainsi été abaissé de 1 p. 100, le fardeau fiscal imposé par le gouvernement fédéral aura augmenté de 23 p. 100».

Voilà! Mon collègue vient de partir, monsieur le Président. Il ne peut pas accepter la réalité. C'est cela. Vingt-trois pour cent d'augmentation d'impôt dans une année! C'est cela le pouvoir d'achat. C'est de cela qu'on parle, de C-14, monsieur le Président, une augmentation de la taxe sur les manufactures et une augmentation de la taxe sur le transport aérien. Une augmentation de taxes sur les communications, sur le carburant. Est-ce qu'il y en a encore d'autres? Voilà, monsieur le Président, ce sont plusieurs taxes qu'on augmente ici, puis cela n'est pas fini. Il y a d'autres mesures dans le Budget de février, quand on insiste.

Une chose est certaine, pour l'année 1986-1987, 5 milliards de dollars d'augmentation d'impôt, puis justement on a appris au mois de septembre par le ministre des Finances (M. Wilson) qu'il n'est pas capable, malgré cette augmentation dans une année de 5 milliards de dollars d'impôt, de contrôler son déficit, puis le déficit va être de 2,5 milliards plus élevé que prévu, monsieur le Président. Voilà comment le gouvernement conservateur qui accusait les libéraux de ne pas être capables de contrôler le déficit le contrôlent.

Monsieur le Président, c'était seulement pour répondre à mon honorable collègue sur la façon dont le gouvernement conservateur veut réduire le déficit.

A la fin, on va augmenter encore le déficit parce que justement ils bloquent la croissance économique, ils augmentent l'inflation et ils réduisent le pouvoir d'achat des Canadiens. Si, disons, les Canadiens n'ont pas assez d'argent et que le produit coûte plus cher, qu'ils ont moins d'argent pour dépenser, comment la croissance économique va-t-elle se faire? C'est cela que vous, les conservateurs, vous ne comprenez pas...

• (1720)

Je ne peux pas répondre au député de Duvernay (M. Della Noce), monsieur le Président, car en économie je ne pense pas que ce soit son dossier fort.

J'aimerais parler de la réforme fiscale, monsieur le Président, la réforme fiscale qui depuis plusieurs mois, presque un an, je pourrais dire depuis que le gouvernement conservateur a pris le pouvoir on nous parle de réforme fiscale.

**M. Malépart:** Des paroles, mais jamais rien!

**M. Gagliano:** Dans le Budget de mai 1985, après une étude assez importante, le ministre des Finances nous disait qu'il avait abandonné l'idée d'imposer aux Canadiens une taxe sur la valeur ajoutée, et cela c'était sûrement à cause des pressions que les gens de la petite entreprise ont faites sur le gouvernement. Mais il nous a dit: on va réétudier tout cela et on va trouver un système, il faut faire la réforme fiscale, il faut que l'on réforme au moins la taxe de vente. Dans le Budget du 26 février 1986, il nous annonce qu'il abandonne l'idée de la taxe sur la valeur ajoutée mais qu'il va introduire une taxe d'affaires des transferts (*Business Transfer Tax*)—je ne me souviens pas du terme français qu'il avait utilisé à ce moment-là—et

qu'il y aurait à ce moment dans un laps de temps très court, peut-être le mois de juin, je pense, que cela avait été annoncé, il aurait à présenter un Livre blanc afin que les Canadiens... Ils auraient pu apprendre ce qu'était la volonté du gouvernement sur cette taxe-là et on aurait eu un débat national. Voilà qu'en juin c'était en septembre, et de septembre à octobre, et il n'y a pas longtemps, il nous annonçait:

LE MINISTRE LANCE LA CONSULTATION PRÉBUDGÉTAIRE ET DÉPOSE LES PRINCIPES DIRECTEURS D'UNE RÉFORME FISCALE GLOBALE

Monsieur le Président, il n'y a rien là-dessus, il n'y a pas d'indication précise, c'est vraiment une consultation budgétaire que le ministre des Finances fait à chaque année. Une fois que le ministre des Finances dépose un budget, il commence sa prochaine consultation pour la prochaine année, et encore là il nous fait croire que c'est une réforme fiscale quand il s'agit seulement d'une consultation prébudgétaire, monsieur le Président. Il est clair que le ministre des Finances n'a pas lui non plus des idées claires... où il va s'en aller avec cela. Alors il lance une baloune dans l'air et il dit: eh bien, on vous consulte.

Mais c'est quoi? D'habitude, monsieur le Président, quand il y a consultation, on émet des hypothèses: une, deux, trois, quatre, cinq, il n'y a pas de limite, mais un certain nombre d'hypothèses. Et on consulte. Laquelle des hypothèses d'après vous pourrait être la meilleure, qu'on devrait adopter, qui serait indiquée, ou s'il y en a d'autres? Mais non, aucune hypothèse, il lance des idées en l'air, monsieur le Président. C'est cela le gouvernement conservateur, et si ce parti est demeuré 20 ans dans l'opposition, monsieur le Président, ce n'est pas un accident de parcours, c'est la réalité. Ils n'ont jamais des idées précises, avec un plan d'action à long terme, savoir où s'en aller. Non!

**M. Della Noce:** Vous en avez eu, vous autres? avec un milliard de déficit.

**M. Gagliano:** On est resté 20 ans au pouvoir, on va revenir et on va rester encore un autre 20 ans parce qu'on va préparer un programme. On va dire aux gens où on va s'en aller. Vous autres, après deux ans au gouvernement, vous en êtes encore à étudier, vous faites des études.

Prenons les Postes, l'année dernière, on augmente le prix du timbre de deux cents, et mon collègue de Duvernay (M. Della Noce), monsieur le Président, comme ancien petit entrepreneur, devrait savoir combien cela lui coûte deux cents d'augmentation.

Qu'est-ce que le gouvernement fait, monsieur le Président? Il dit: c'est la dernière augmentation. Le ministre responsable des Postes à ce moment-là avait bien dit que c'était la dernière augmentation; si le gouvernement veut augmenter encore une autre fois, il faut que les Postes canadiennes prouvent qu'elles ont amélioré leur système de productivité. Encore aujourd'hui le gouvernement n'a pas le courage de dire aux Postes: Non! Surtout que les gens d'affaires ont écrit des lettres, ils ont dit: Écoutez, ce n'est pas le temps de faire des augmentations aux Postes; maintenant, c'est le temps d'administrer comme il faut cette société-là et trouver des détails. Mais non, monsieur le Président, il nous annonce qu'il va y avoir un plan d'affaires. Depuis un an qu'il nous annonce ce plan d'affaires! Encore là, on pensait l'avoir pour vendredi. Semble-t-il qu'il soit remis parce que même à l'intérieur du caucus conservateur, ce n'est